

OUVERTURE DE LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE DU PARLEMENT POUR L'ANNEE 2004-2005

« Il n'y a pas de développement sans stabilité, pas de progrès sans sécurité et pas de quiétude sans respect des normes et des institutions de l'Etat »

Déclare le président de l'Assemblée Nationale

La première session ordinaire du Parlement pour l'année 2004-2005 s'est ouverte lundi au niveau de l'Assemblée Nationale. L'événement s'est déroulé sous la présidence de M. Rachid Ould Saleh, son président qui a prononcé le discours suivant :



« Notre session intervient après des vacances riches en labeur et en communication, au cours desquelles nous avons partagé avec les citoyens leurs soucis et préoccupations et les avons orientés vers l'acquisition du savoir et leur avons permis de saisir la relation intime entre l'ignorance, le sous-développement, la maladie et la pauvreté. Ainsi, le meilleur moyen pour améliorer les conditions de l'individu et assurer le développement de la Nation demeure la maîtrise des connaissances et l'éradication de l'analphabétisme et de l'ignorance.

dements à l'image de leurs forfaits commis dans d'autre pays -comme l'action menée par les gouvernements libyen et burkinabé- mais « Dieu a décidé de répandre sa lumière » et de préserver ce paisible peuple musulman de la perfide agression planifiée contre lui. Ainsi nos forces armées et de sécurité ainsi que nos services de renseignement ont réussi à déjouer le complot et à mettre la main sur ses auteurs au moment où ils entassaient les instruments de la mort et couvaient la félonie pour la Nation (verset coranique).

En effet, le savoir reste l'unique moyen pour accéder au développement. Il va sans dire que la lecture de l'histoire des peuples et leurs parcours passés et présents montrent que le développement et la stabilité sont inséparables: pas de développement sans stabilité, pas de progrès sans sécurité et pas de quiétude sans respect des normes et des institutions de l'Etat.

Aussi, au moment où nous félicitons notre peuple pour avoir dépassé ces épreuves, nous éprouvons la plus grande fierté pour la vigilance, l'efficacité et le sérieux dont ont fait preuve nos forces armées et de sécurité ainsi que nos services de renseignement, nous condamnons le comportement de ces parties toujours occupées à détruire et à susciter les malheurs des autres et nous affirmons que les aboiements des chiens ne peuvent entraver le passage de la caravane et que la marche de la Mauritanie sur la voie tracée par sa direction politique suprême se poursuivra et se renforcera afin que soient réalisées les aspirations de cette Nation et soient préservés ses acquis. En cela, nous portons la lourde responsabilité de diffuser au sein de notre peuple la nécessité de mieux comprendre les dangers qui le menacent et de s'armer davantage de vigilance et de prudence.

Pour mieux appréhender l'importance de la sécurité -chers frères et soeurs- il suffit d'observer le monde qui nous entoure, dans ses contrées tant proches que lointaines, pour tirer les leçons des expériences vécues par certains peuples: que de sang versé, d'interdits bafoués, de biens détruits et de populations menacées d'errance et de disparition. Tout cela a pour cause l'ignorance qui fait que des individus peuvent se liguer avec des forces étrangères pour détruire leurs pays en toute méconnaissance de la notion d'Etat et par non respect des intérêts supérieurs de la Nation.

Messieurs les ministres, Frères et sœurs députés,
Les transformations politiques et sociales profondes, la propagation continue des infrastructures de base, l'amélioration des conditions du mauritanien, l'élargissement de son espace de liberté et de participation politique et la nécessité de le préparer à jouer de son avenir économique prometteur requièrent un vaste élan national contre l'analphabétisme et l'ignorance. Cela réclame de tous un redoublement d'efforts en vue de donner à la grande campagne de lutte contre l'analphabétisme, que supervise le

gouvernement, toute l'attention et l'appui qu'elle mérite. En effet, aucun ennemi ne présente un danger plus important sur l'individu et la Nation que l'analphabétisme, l'ignorance et l'absence de civisme.

Messieurs les ministres, Frères et sœurs députés,
L'Assemblée Nationale a poursuivi au cours de la période séparant les sessions sa diplomatie parlementaire tant sur le plan bilatéral, régional qu'international consacrant ainsi l'orientation de notre pays à jeter des passerelles de communications et à établir des relations fondées sur le respect mutuel et l'intérêt national ce qui est de nature à développer les liens entre les peuples et à servir la paix et la sécurité dans le monde. C'est ainsi que nous avons reçu la visite de délégations des parlements japonais et indien et que nous avons accueilli le 10ème forum du dialogue du groupe spécial Méditerranée de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Cette rencontre a permis de concrétiser la vocation de notre pays et son souci d'œuvrer au rapprochement entre les pays et les groupes ainsi que notre foi en l'importance du dialogue dans la compréhension de l'autre, l'éclatement de la vérité et le rétablissement des concepts. Ce forum a constitué aussi une occasion pour louer le rôle que joue notre pays dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans les espaces arabe et africain, le considérant ainsi, comme modèle à suivre en matière d'ancrage des fondements de l'Etat de Droit, de la promotion du développement dans un climat de sécurité et de quiétude et d'action pour le rapprochement dans le monde.

Nous avons également participé aux rencontres du groupe ACP-UE et aux travaux de la dernière session du parlement africain.

Messieurs les ministres, Frères et sœurs députés,
En application de l'article 52 de la Constitution et du décret qui vient d'être lu, je déclare ouverte la première session ordinaire du parlement pour l'année 2004-2005. Je vous remercie ».

Ont assisté à la cérémonie les ministres de la Défense Nationale, de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, des Affaires Economiques et du Développement, de l'Equipement et des Transports, de la Fonction Publique et du Travail et le secrétaire d'Etat aux Affaires du Maghreb Arabe.

« Le secret de la richesse d'une nation qui garantit la pérennité de ses institutions n'est rien d'autre que la rigueur intellectuelle et morale de chaque citoyen »

Déclare le président du Sénat

La première Session parlementaire 2004-2005 s'est ouverte lundi à Nouakchott.

Au niveau du Sénat l'événement a été marqué par un discours prononcé par son président, M. Dieng Boubou Farba, dans lequel il a précisé que les vacances parlementaires qui s'achèvent ont permis aux sénateurs de partager avec leurs concitoyens leurs préoccupations et d'être à l'écoute de leurs doléances.



Voici le texte intégral de ce discours:

« En cette fin du mois béni du Ramadan, je vous souhaite une bonne et heureuse rentrée parlementaire et prie Allah de nous couvrir de sa miséricorde. Les vacances parlementaires qui s'achèvent vous ont certainement permis de partager avec les populations de vos circonscriptions leurs préoccupations et d'être à l'écoute de leurs doléances. Ce ressourcement vous permettra, j'en suis sûr, d'être mieux armés pour faire face aux exigences de la session qui commence pour contribuer positivement à la recherche des solutions des problèmes qui affectent encore le développement du pays. Avec le gouvernement, notre volonté commune est de créer l'esprit et la dynamique de concertation par lesquels nous pouvons trouver ces solutions. A la faveur de cet engagement et des efforts jusqu'ici déployés par les pouvoirs publics, il est permis d'espérer que la réussite soit au rendez-vous.

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Tout récemment, nos vaillantes forces armées et de sécurité ont découvert et exposé à l'opinion publique nationale et internationale un impressionnant matériel de guerre destiné à attenter à la vie de nos paisibles populations et à l'assise de l'ordre républicain. Aujourd'hui, nous sommes heureux de constater que la vigilance et l'efficacité de ces forces de sécurité ont effectivement permis d'arrêter et de traduire en justice les principaux auteurs de cette entreprise criminelle.

Les preuves jusqu'ici retenues contre eux ont permis de dévoiler un réseau d'intelligences orchestrées et savamment planifiées avec les autorités politiques de deux Etats formellement identifiés: la Libye et le Burkina Faso. Elles ont permis également de clarifier les contours et les desseins criminels des stratégies arrêtées par les

auteurs et leurs commanditaires. Nous sommes confiants que les autorités judiciaires compétentes ne ménageront aucun effort pour rendre justice en toute sérénité et indépendance.

Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les Sénateurs,

La Mauritanie comme Etat et Nation n'a pas été décidée par simple contrat de ses citoyens. Elle est plutôt le produit d'une histoire à la fois millénaire, complexe et mouvementée. Cette histoire, traversée de conflits, a enfanté parfois la fureur et le bruit donnant ainsi à l'observateur superficiel le sentiment que son peuple va incessamment s'abîmer dans la confusion.

L'observateur est superficiel parce qu'il ne considère que le court terme, qu'il ignore ou oublie les données empiriques sur la longévité de ce peuple profond; pétri dans les mêmes valeurs civilisationnelles. Bien avant notre génération, des pères et grands-pères avisés ont légué sur ce territoire un héritage fécond et significatif dans la formation et la survie des peuples: Un vouloir vivre collectif.

Cette volonté de vivre ensemble qui constitue le fondement de notre âme nationale a été forgée sur la base d'un sentiment de parenté spirituelle mais aussi de l'évidence d'une communauté d'intérêt. Ces liens spirituels et matériels mais aussi les souffrances et bonheurs jusqu'ici partagés ont une réelle valeur de différenciation: ils nous permettent aujourd'hui de vivre et de consommer notre différence, notre spécificité par rapport aux autres.

Pour enraciner et perpétuer cette volonté de vivre ensemble, il y a lieu de renoncer à la violence comme moyen d'action politique et de donner les règles qui doivent nous permettre d'atteindre le bien commun et de réaliser par voie de conséquence nos intérêts particuliers.

Suite en page 5

« Le Secret de la richesse d'une nation qui garantit la pérennité de ses institutions n'est rien d'autre que la rigueur intellectuelle et morale de chaque citoyen »

Déclare le président du Sénat

Suite de la page 3

L'adhésion aux clauses de ce contrat social nécessite de nobles vertus qui sont: La tolérance, la concorde et l'amitié. Ces vertus ont en commun de nous permettre de surmonter nos passions et les hostilités qu'elles véhiculent pour admettre l'autre dans sa différence. Elles impliquent la confrontation des opinions, leur reconnaissance mutuelle mais surtout une exploration commune de la justesse sans jamais recourir à la violence entre les frères.

La violence est le fruit de la dépravation des hommes. Quand les passions l'attisent, elle ne connaît plus de rivage. C'est pourquoi, la paix a besoin pour son couronnement et sa perpétuation d'une prévention dissuasive de la violence. C'est à ce prix et à ce prix seulement que la régulation et l'intégration sociales sont possibles.

Mesdames, Messieurs les ministres, Messieurs les sénateurs

Aujourd'hui, l'ampleur des défis sécuritaires nous invite à réfléchir pour asseoir les fondements d'une véritable stratégie capable d'accompagner le rythme accéléré des

interactions qu'impose la mondialisation mais aussi celui de l'évolution de notre propre société. Je crois utile de faire les remarques suivantes :

1- En démocratie, le premier rempart contre les velléités anarchiques réside dans la qualité du potentiel humain dont dispose la République. Le Secret de la richesse d'une nation qui garantit la pérennité de ses institutions n'est rien d'autre que la rigueur intellectuelle et morale de chaque citoyen. En donnant au citoyen la faculté d'influencer et d'inspirer les décisions, la démocratie participative telle qu'éditée par la constitution du 20 juillet 1991 libère une énergie; Celle en particulier qui rend le citoyen apte à participer pleinement aux affaires de la cité.

D'où la nécessité d'éduquer les populations autour des valeurs, des attitudes et des orientations qui leur permettront de tenir leur rôle, chacun à sa place et au nom de l'idéal commun. L'expérience politique a démontré que les peuples non éduqués sont largement exposés aux diverses manipulations des marchands d'illusions et des démagogues capables d'attiser les passions et d'entraîner les excentricités les plus cruelles... Face aux effets pervers de ses dérapages, il y a lieu de poursuivre sans relâche les efforts d'alphabétisation, de lutte contre l'ignorance et d'organiser un combat durable pour la sauvegarde des acquis démocratiques. Aux premières loges de ce combat doit figurer le sacrifice multidimensionnel de notre élite. C'est le lieu d'attirer ici l'attention sur le mauvais comportement d'une certaine élite qui au lieu de participer objectivement au débat national sur le sol national préfère vivre à l'étranger pour dénaturer et ternir l'image de marque du pays. En se coupant ainsi des réalités nationales, cette diaspora emprunte le mensonge comme instrument politique et croit pouvoir, par l'entremise de certaines amitiés extérieures, porter

atteinte à la souveraineté nationale. Mais il est temps qu'elle sache que le peuple mauritanien est suffisamment avisé pour être facilement détourné de ses objectifs majeurs.

2. « Pour des raisons socio-culturelles non des moindres, l'ancrage de la notion d'Etat dans notre mentalité collective est demeurée à bien des égards déficitaire ».

C'est pourtant l'Etat qui rend possible le développement de toutes les activités humaines car sans espace social où la paix est possible, aucune fin ne peut être atteinte... L'Etat est aussi le support de la Nation. Il est en quelque sorte notre dénominateur commun. Alors, nous devons tout mettre en oeuvre pour le renforcement de ses mécanismes fonctionnels.

Le premier devoir qui s'impose en la matière est le respect de l'autorité de l'Etat.

Une action pédagogique pour rapprocher les concepts et visualiser l'intérêt est plus que nécessaire.

Pour ce qui nous concerne, il est temps de reconsidérer certains comportements sociaux dont l'aboutissement se révèle catastrophique. L'ignorance, la négligence et le laisser faire sont hélas bien des tares qui taraudent la survie collective.

En opérant l'examen de conscience que requiert l'importance des défis, il nous incombe de provoquer les reconversions de mentalités nécessaires.

Je vous remercie.»

Ont assisté à la cérémonie d'ouverture, les ministres de la Justice, des Finances, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, des Mines et de l'Industrie, de l'Hydraulique et de l'Energie, du Développement Rural et de l'Environnement, de la Lutte contre l'Analphabétisme, de l'Orientation Islamique et de l'Enseignement Originel, de la Communication et des Relations avec le Parlement et la secrétaire d'Etat Chargée de la Condition Féminine.